



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Title - Sujet Remote Minehunting and Disposal Sys		
Solicitation No. - N° de l'invitation W8472-105270/B		Amendment No. - N° modif. 009
Client Reference No. - N° de référence du client W8472-105270		Date 2020-03-16
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QF-101-26162		
File No. - N° de dossier 109qf.W8472-105270	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-09-04		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes		
Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Brent Sprigings		Buyer Id - Id de l'acheteur 109qf
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-1733 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 956-5650
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Issuing Office - Bureau de distribution

Electronics, Simulators and Defence Systems Div.
/Division des systèmes électroniques et des systèmes de simulation et de défense
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
8C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Modèle de demande d'offres à commandes (DOC)

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION	3
1.2 SOMMAIRE	4
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	5
1.4 COMPTE RENDU.....	5
1.5 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	5
1.X TERMES-CLÉS.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES	6
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	6
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES.....	7
2.5 LOIS APPLICABLES.....	8
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	10
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	10
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	10
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	11
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE.....	11
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	12
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES	12
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	12
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE	13
6.3 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	13
A. OFFRE À COMMANDES	13
7.1 OFFRE	13
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	13
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES.....	14
7.5 RESPONSABLES.....	14
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	15
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	15
7.8 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES	15
7.9 INSTRUMENT DE COMMANDE.....	15
7.10 LIMITÉ DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	16
7.11 LIMITATION FINANCIÈRE	16

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
--	--	--

7.12	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	16
7.13	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	17
7.14	LOIS APPLICABLES.....	17
7.15	TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.16	... (<i>INSÉRER LE TITRE DE LA CLAUSE DU GUIDE DES CCUA APPROPRIÉE</i>)	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
B.	CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	18
7.1	ÉNONCÉ DES TRAVAUX OU BESOIN	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	18
7.3	DURÉE DU CONTRAT	18
7.4	DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.5	PAIEMENT	18
7.6	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	19
7.7	ASSURANCES OU EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	19
7.8	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.9	PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – MANQUEMENT DE LA PART DE L'ENTREPRENEUR	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
7.10	(<i>INSÉRER LE TITRE DE LA CLAUSE DU GUIDE DES CCUA APPROPRIÉE</i>)	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ANNEXE « X »		20
ÉNONCÉ DES TRAVAUX OU BESOIN		ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ANNEXE « X »		22
BASE DE PAIEMENT.....		ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ANNEXE « X »		ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.		ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ANNEXE « X » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES.....		41
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE		41
ANNEXE « X » DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES		41
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION		41
ANNEXE « X »		43
EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE		43

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
---	--	--

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et
- Partie 7 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :
 - 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;
 - 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux (2009), la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation et toute autre annexe.

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
--	--	--

1.2 Sommaire

For the Contractor to supply Canada with Marksmanship and Judgment Training Simulation Systems, as well as associated Weaponry and Training, that will meet Canada's current and future simulation training technology needs. This will include, but will not be limited to supply to Canada on an "as and when requested" basis the following but not limited to: portable and permanent simulator systems, accessories, intervention systems, training and technical support as listed in Annex C and D. The lethal and less than lethal items found in Annex C, and D, must have laser and conversion kits to be used with the real weapons that are supplied by each respective agency

Canada has a requirement to establish a Standing Offer for the supply of Marksmanship and Judgment Training Simulation Systems to Authorized Users.

Below is a list of provinces and territories who have shown interest in making call-ups against the Standing Offer:

- Ontario
- Quebec
- Newfoundland and Labrador

Only Authorized Users will be authorized to issue call-ups against this NMSO. A list of Authorized Users are the Royal Canadian Mounted Police (RCMP), Canadian Coast Guard (CCG), Canada Border Services Agency (CBSA), Correctional Services of Canada (CSC), Parliamentary Protective Services (PPS), Canadian Security Intelligence Service (CSIS), Public Safety Canada (PSC), Fisheries and Oceans Canada (FOC), and Canadian Armed Forces Military Police (CAFMP), as well as other interested Canadian Provinces/Municipalities (i.e. Ontario Provincial Police (OPP), Newfoundland Constabulary, NICOLET, Quebec Provincial Police

1.2.1 This procurement is for marksmanship training (induction and in-service training), for both pistols and carbines and will include use-of-force judgment training, de-escalation/communication training; and skills re-certification (i.e. pistol, carbine, and conductive energy weapon requalification) the accuracy of the system must replicate the accuracy evidenced in a live-fire environment.

- The simulation systems are for all Canadian Federal Government agencies, and include, the Royal Canadian Mounted Police (RCMP), Canadian Coast Guard (CCG), Canada Border Services Agency (CBSA), Correctional Services of Canada (CSC), Parliamentary Protective Services (PPS), Canadian Security Intelligence Service (CSIS), Public Safety Canada (PSC), Fisheries and Oceans Canada (FOC), and Canadian Armed Forces Military Police (CAFMP), as well as other interested Canadian Provinces/Municipalities (i.e. Ontario Provincial Police (OPP), Newfoundland Constabulary, NICOLET, Quebec Provincial Police, etc.), each have extensive and varied mandates. However, common among them all is the need to provide both induction and in-service training in the areas of marksmanship and judgment use-of-force training. A multiagency approach is being taken in order to utilize multiple training venues, share content, as well as minimize training in the event that personnel are exchanged.
- The period of the Standing Offer will be for three years and with two 1-year options, the supplier will be required to provide three years firm pricing;

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
--	--	--

1.2.2 “The requirement is subject to the provisions of the World Trade Organization Agreement on Government Procurement (WTO-AGP), the North American Free Trade Agreement (NAFTA), the Canada-European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA), and the Canadian Free Trade Agreement (CFTA).”

1.2.3 “The Request for Standing Offers (RFSO) is to establish National Master Standing Offers for the delivery of the requirement detailed in the RFSO, to the Authorized Users across Canada, including areas subject to Comprehensive Land Claims Agreements (CLCAs).”

1.2.4 “The Federal Contractors Program (FCP) for employment equity applies to this procurement; refer to Part 5 – Certifications and Additional Information, Part 7A -Standing Offer, and Part 7B - Resulting Contract Clauses and the annex titled Federal Contractors Program for Employment Equity - Certification.”

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Si le besoin comporte des exigences relatives à la sécurité, utiliser l'article suivant, sinon le supprimer.

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d’assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](#) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>.)

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.5 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans *le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. N° de réf. du client - Client Ref. No. XXXXXX-XXXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS xxxxx.XXXXXX-XXXXXX
---	---	--

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document ([2008-05-22](#)) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le document [2008](#) ([2018-05-22](#)) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins non concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la DOC et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 120 jours

2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la DOC.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a.un individu;
- b.un individu qui s'est incorporé;
- c.une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d.une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a.le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b.la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a.le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b.les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c.la date de la cessation d'emploi;
- d.le montant du paiement forfaitaire;
- e.le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f.la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g.nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 15 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
---	--	--

(DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discréption absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discréption, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique (_10__ exemplaires papier)

Section II : Offre financière (_1__ exemplaires papier)

Section III : Attestations (_1__ exemplaires papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
---	--	--

d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe J, Base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « X » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « X » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

[C3011T 2013-11-06](#), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

Section IV: Renseignements supplémentaires

3.1.3 Installations ou locaux proposés par l'offrant nécessitant des mesures de sauvegarde

- 3.1.3.1** Tel qu'indiqué à la Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, l'offrant doit fournir l'adresse complète de ses installations ou de ses locaux et celles des individus proposés pour lesquelles des mesures de sauvegarde sont nécessaires à la réalisation des travaux :

N° civique / nom de la rue, unité / N° de bureau / d'appartement
Ville, province, territoire / État
Code postal / code zip
Pays

- 3.1.3.2** L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer, par l'entremise du [Programme de sécurité des contrats](#) que l'offrant et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
---	--	--

et au niveau exigé, tel que décrit à la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D’ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Inclure les critères d'évaluation techniques obligatoires, s'il y a lieu Annex L- .

4.1.1.2 Critères techniques cotés

Inclure les critères d'évaluation techniques cotés par points, s'il y a lieu Annex M

4.1.2 Évaluation financière

Clause du Guide des CCUA [M0220T](#) (2014-06-26), Évaluation du prix-soumission.

4.2 Méthode de sélection

SACC Manual Clause A0027T (2012-07-16) Basis of Selection – Highest Combined Rating of Technical Merit and Price

1. To be declared responsive, a bid must:

- a) comply with all the requirements of the bid solicitation; and
- b) meet all mandatory criteria; and
- c) obtain the required minimum of 38 points overall for the technical evaluation criteria which are subject to point rating.

The rating is performed on a scale of 44 points.

2. Bids not meeting "(a) or (b) or (c)" will be declared non-responsive.

3. The selection will be based on the highest responsive combined rating of technical merit and price. The ratio will be 60 % for the technical merit and 40% for the price.

4. To establish the technical merit score, the overall technical score for each responsive bid will be determined as follows: total number of points obtained / maximum number of points available multiplied by the ratio of 60 %.

5. To establish the pricing score, each responsive bid will be prorated against the lowest evaluated price and the ratio of 40 % .

6. For each responsive bid, the technical merit score and the pricing score will be added to determine its combined rating.

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7. Neither the responsive bid obtaining the highest technical score nor the one with the lowest evaluated price will necessarily be accepted. The responsive bid with the highest combined rating of technical merit and price will be recommended for award of a contract.

The table below illustrates an example where all three bids are responsive and the selection of the contractor is determined by a 60/40 ratio of technical merit and price, respectively. The total available points equals 135 and the lowest evaluated price is \$45,000.

Basis of Selection - Highest Combined Rating Technical Merit (60%) and Price (40%)

	Bidder 1	Bidder 2	Bidder 3
Overall Technical Score 115/135		89/135	92/135
Bid Evaluated Price	\$55,000.00	\$50,000.00	\$45,000.00

Calculations

Technical Merit Score	$115/135 \times 60 = 51.11$	$89/135 \times 60 = 39.56$	$92/135 \times 60 = 40.89$
Pricing Score	$45/55 \times 40 = 32.73$	$45/50 \times 40 = 36.00$	$45/45 \times 40 = 40.00$
Combined Rating	83.84 1st	75.56 3rd	80.89 2 nd

4.3 System Demonstration

A system demonstration by the supplier at a location and time to be determined by Canada will be used to confirm and finalize the scoring of Annex L - Mandatory - Technical Evaluation Plan Proof Of Compliance and Annex M - Point Rated - Technical Criteria Evaluation Plan

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
---	--	--

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

Le Canada aura aussi le droit de résilier la commande subséquente pour manquement si l'entrepreneur ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) » pendant la durée du contrat.

L'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'émission de l'offre à commandes. Si l'offrant est une coentreprise, l'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
--	--	--

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
 - d) le lieu proposé par l'offrant pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées à la Partie 7A - Offre à commandes;
 - e) l'offrant doit fournir l'adresse des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents, tel qu'indiqué à la Partie 3 – section IV Renseignements supplémentaires.
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

6.2 Capacité financière

Clause du *Guide des CCUA* [M9033T](#) (2012-07-16) Capacité financière

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

- 7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « F ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

- 7.2.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

7.3.1 Conditions générales

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
---	--	--

2009, Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe intitulée X. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

(Si une autre période de référence est utilisée, supprimer la répartition des trimestres indiquée ci-dessous et définir la période de référence appropriée.)

Voici la répartition des trimestres :

premier trimestre : du 1 avril au 30 juin

deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre

troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre

quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 60 jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du trois ans.

7.4.3 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

L'offre à commandes (OC) vise à établir la livraison du besoin décrit dans le cadre de l'OC aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, y compris dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales.

7.4.4 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « X » de l'offre à commandes.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
---	--	---

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Brent Sprigings
Titre : Supply Team Leader
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Electronic, Munitions and Tactical Systems
Adresse : 11 Laurier Ave Quebec K1A-0S5
Téléphone : 819-420-1733
Courriel : brent.springings@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant

Compléter ou supprimer, s'il y a lieu.

7.6 Divulgation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R.C., 1985, ch. F-11.

7.8 Procédures pour les commandes

Une méthode de classement des offres à commandes multiples peut être incluse, s'il y a lieu. Consulter l'article 4.10.20.5 du Guide des approvisionnements pour déterminer la méthode de classement appropriée pour le besoin.

7.9 Instrument de commande

Consulter l'article 4.10.20.10 du Guide des approvisionnements pour les formulaires à utiliser pour passer et/ou confirmer les commandes subséquentes à l'offre à commandes.

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
---	--	--

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
 - PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
 - PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :
 - le numéro de l'offre à commandes;
 - l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
 - la description et le prix unitaire de chaque article;
 - la valeur totale de la commande subséquente;
 - le point de livraison;
 - la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
 - la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

7.10 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser \$1,000,000.00 \$ (taxes applicables incluses).

7.11 Limitation financière

The total cost to Canada resulting from call ups against the Standing Offer must not exceed the sum of \$20,000,000.00 ____ (Applicable Taxes excluded) unless otherwise authorized in writing by the Standing Offer Authority. The Offeror must not perform any work or services or supply any articles in response to call ups which would cause the total cost to Canada to exceed the said sum, unless an increase is so authorized.

The Offeror must notify the Standing Offer Authority as to the adequacy of this sum when 75 percent of this amount has been committed, or __12__ months before the expiry date of the Standing Offer,

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
---	--	--

whichever comes first. However, if at any time, the Offeror considers that the said sum may be exceeded, the Offeror must promptly notify the Standing Offer Authority.

7.12 Ordre de priorité des documents

L'ordre de priorité des documents qui figure ci-après est conforme aux politiques actuelles et aux avis juridiques. Le responsable de l'offre à commandes doit modifier la liste en fonction des documents qui s'appliquent à chaque offre à commandes et dresser la liste des annexes par ordre de priorité, selon le cas. Lorsque plusieurs conditions générales supplémentaires s'appliquent au besoin, le responsable de l'offre à commandes doit indiquer les conditions générales supplémentaires en ordre numérique croissant selon le numéro d'identification.

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales [2009](#) (2018-07-16), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) l'Annexe « F », Énoncé des travaux
- e) l'Annexe « J », Base de paiement
- f) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*), (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'émission de l'offre*:

7.13 Attestations et renseignements supplémentaires

7.13.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.13.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Mise de côté

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'offrant reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée de l'offre à commandes. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'offrant sera ajouté à la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC peut entraîner la mise de côté de l'offre à commandes.

7.14 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
--	--	---

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010A (2018-07-16), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.3 Clauses du *Guide des CCUA*

7.3 Durée du contrat

The period of the Contract is from date of Contract to _____ inclusive (fill in end date of the period).

7.3.1 Date de livraison

Delivery must be completed in accordance with the call-up against the Standing Offer.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

In consideration of the Contractor satisfactorily completing its obligation under the Contract, the Contractor will be paid a Firm Price in accordance with Annex J - Basis of Payment for all items identified in Table. For the firm price portion of the Work only.

7.5.2 Limitation des dépenses

- 1.La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de 20,000,000.00 \$. Les droits de douane et les taxes applicables sont en sus.
- 2.Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.
L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme : a.lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
b.quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
c.dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
---	--	--

3.Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.5.3 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.6 Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés

7.7 Assurances ou Exigences en matière d'assurance

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2016-01-08), Assurances

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

LIST OF ASSOCIATED INTERVENTION OPTIONS (Lethal)

Weapon Type	Model
Sig Sauer	GFE P226 (MK25)
	GFE P226 (MK25)
	P226 DAO
	P226DAO
	229
	225
Smith and Wesson	5946 DOA
	3946 DOA
Beretta	Px4 Storm
Colt Canada	GFE C8 SFW 1
Colt Canada (red dot optics iron sights)	C8 A2 IUR 5.56 x 45mm Carbine
	C8 CQB
Glock	G17
	G19
	17M
Heckler & Koch (iron sights)	P2000 v5 9mm
Remington	Shotgun 870

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Annex D List of Associated Intervention Options (Less Lethal)

Item Description	Model
Lampered Chemical (agent and impact)	L40-SL- 40mm Launcher
Axon (conducted electrical weapon CEW)	X2
Axon (conducted electrical weapon CEW)	X7
Oleoresin Capsicum OC Spray	
Flashlight	Pistol mounted light
Flashlight	Hand held
Shootback Cannon	
Electric Shock Haptic feedback	

N° de l'invitation - Solicitation No.
XXXXXX-XXXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.
XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Annex E List of Acronyms

3D Three Dimensional

AAR After Action Review

CBSA Canadian Border Services Agency

CCG Canadian Coast Guard

CCPSA Canadian Consumer Product Safety Act

CD Compact Disk

CEW Conducted Energy Weapon

CFMP Canadian Forces Military Police

CO2 Carbon Dioxide

COF Course of Fire

COTS Commercial Off The Shelf

CSC Correctional Services of Canada

CSIS Canadian Security and Intelligence Services

CSV Comma Separated Values

DOA Double Action Only

DVD Digital Video Disk

FOC Fisheries and Oceans Canada

g Gram

GoC Government of Canada

HSD Haptic Stimulus Device

in Inches

m Metre

N° de l'invitation - Solicitation No.
XXXXXX-XXXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.
XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

mm Millimetre

MJSS Marksmanship/Judgment Simulation System

OC Oleoresin Capsicum

OEM Original Equipment Manufacturer

OPP Ontario Provincial Police

PCP Proof of Compliance Plan

PPE Personal Protective Equipment

PPS Parliamentary Protective Services

PSC Public Safety Canada

PSPC Public Services and Procurement Canada

RCMP Royal Canadian Mounted Police

SOW Statement of Work

SPS System Performance Specification

TBD To Be Determined

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Annex F Statement of Work or Requirement

Introduction:

The Royal Canadian Mounted Police (RCMP), Canadian Coast Guard (CCG), Canadian Border Services Agency (CBSA), Correctional Services of Canada (CSC), Parliamentary Protective Services (PPS), Canadian Security Intelligence Service (CSIS), Public Safety Canada (PSC), Fisheries and Oceans Canada (FOC), and Canadian Armed Forces Military Police (CAFMP), as well as other interested Canadian Provinces/Municipalities (i.e. Ontario Provincial Police (OPP), Newfoundland Constabulary, etc.), each have extensive and varied mandates. However, common among them all is the need to provide both induction and in-service training in the areas of marksmanship and judgment use-of-force training. A multiagency approach is being taken in order to utilize multiple training venues, share content, as well as minimize training in the event that personnel are exchanged.

Canada is the second largest country by landmass, with 87% of the population located within 160KM (100 miles) of the Canada-USA border. The remaining population is spread out over the remaining landmass that still must have access to all the services and amenities that are available to the rest of Canadians, this includes policing, border and correctional services. With approximately 750 RCMP detachments, 1,200 points of entry, 50 federal correctional facilities, 25 Canadian Forces bases, and 12 Ontario Police training sites, the need for training access is critical. With service delivery spread out over the country, it is necessary to provide consistent training, regardless of their geographical location. The current practice is to send members to regional training centers, source private outdoor ranges, etc. One of the issues that has been developing over the past few years is that many fire-arms ranges are aging and being decommissioned as they have outlived their use, have become unsafe because of high levels of lead contamination, are not safe to use with the current firearms being used (semi-automatic pistol, patrol carbine, etc), or are no longer financially viable because of expensive upgrades that are required to bring them to current safety standards. The resulting training challenges that are being experienced, the growing importance of delivering just-in-time training to a disparate membership, couple with the significant financial implications, makes the need to utilize technology for training.

In order to realize efficiencies in training, while minimizing the time not spent serving the public, it will be necessary to "bring" training to the field. This can be done by transporting portable simulation training units in land vehicles such as the Ford Police Interceptor, the GMC Yukon, Ford Crown Victoria, Chevrolet Tahoe, or by air using aircraft such as the Pilatus PC-12 Aircraft.

As a result of the number of potential training sites, coupled with the modes of transportation needed to move portable simulation training units from one location to another, there is a need for both the portable units (i.e., hundreds for use in smaller remote locations), to needing permanent simulation systems (i.e., ~one hundred for larger detachments, urban centers, etc.).

Background:

Each of the aforementioned Departments/Agencies/Provinces have used simulation technology to varying degrees within their respective programs. More recently, research investigating the efficacy of simulation technology has expanded the need and desire to incorporate simulation technology into more areas of training. As live range accessibility becomes more restrictive due to old ranges not being compliant as marksmanship training evolves to meet the current threats in our society, coupled with the environmental

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
--	--	--

impacts created due to lead contamination, there is a need to leverage technology to meet current and future training needs.

Objective:

For the Contractor to supply Canada with Marksmanship and Judgment Training Systems, as well as associated Weaponry (ANNEX "C" and "D") that will meet Canada's current simulation training technology needs. This will include the supply to Canada on an "as and when requested" basis the following: portable and permanent simulator systems, accessories, intervention systems, training and technical support. The lethal and less than lethal items (ANNEX "C" and "D"), must have laser and conversion kits to be used with the real weapons that are supplied by each respective agency.

System Deliverables:

Both of the portable and permanent simulator systems will use the same software, as well as use the same Intervention Options (as described in ANNEX "C" and "D"). The systems will be used for:

- i. marksmanship training (induction and in-service training), for both pistols and carbines;
- ii. use-of-force judgment training;
- iii. de-escalation/communication training; and
- iv. skills re-certification (i.e. pistol, carbine, and conductive energy weapon requalification), the accuracy of the system must replicate the accuracy evidenced in a live-fire environment.

Definition of terms used through this requirement can be found at ANNEX "I".

Mandatory Requirements

Proof of compliance for each of the Mandatory and Point rated requirements will be determined by the Technical Authority. Compliance will come in the form of;

- supporting documents such as a manual or technical report;
 - o In some cases both supporting documents and a demo will be required, see ANNEX "L and "M"" for details
- through a demo in Canada

Following the vendors proof of compliance submissions, the Technical Authority reserves the right to ask all vendors who meet the minimum score, to conduct a capability demonstration at a site in Canada. This demonstration will include all mandatory and rated capabilities and each vendor must demonstrate compliance in each of the following areas.

Capabilities:

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. N° de réf. du client - Client Ref. No. XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS xxxxx.XXXXXX-XXXXXX
--	--	---

1.1, 1.1.1 A simulation system must come in two formats, 1) be installed as a permanent system, and 2) as a portable system that can be transported between training sites

1.2 The permanent and portable systems must be compatible with each other. All training content and software must be transferable between the two systems (portable and permanent) and the lasers for each of the tools (as described in ANNEX "C" and "D") must work with both systems

1.3 All laser-based tools/intervention options (as described in ANNEX "C" and "D") must be tetherless.

1.4 All laser-based intervention options (9mm pistol, 40 Cal pistol, CEW, and Carbine (see ANNEX "C" and "D" for more detail) that require calibration must hold for a minimum of one (1) hour during a training session (the intervention option must hold its calibration both through continuous use or intermittent use;

1.5 Intervention options (as described in ANNEX "C" and "D") must replicate the same accuracy as shooting the weapon in a live environment between distances of 2-200 meters. Proof will be determined by using pre-selected firearms instructors who will determine accuracy compared to human live-fire testing. Distances to be tested will be 25, 15, 7, 5 and 3 meters for pistol and 100, 50, 25 and 10 metres for carbine.

1.6 Systems must be capable of identifying no less than five (5) intervention options (as described in ANNEX "C" "D" and "G") per student during judgment training. These training scenarios must allow for a minimum of two students participating in a single scenario (e.g., carbine, pistol, OC-Spray, CEW, and Flashlight);

1.7 Systems must be capable of being networked together to allow for a minimum of eighteen (18) students to simultaneously participate in marksmanship training (CoF).

1.8 Systems must come with (as a minimum) 5.1 surround sound;

1.9 Systems must be compatible with a Haptic Stimulus Device (HSD) that can deliver a discharged projectile or an electrical shock to the student. The HSD must be synchronized with each system and simulate what is actually occurring on the screen;

Tools:

2.1 Both the permanent installed system and portable system (i.e., Systems) must accommodate the following intervention options and tools SEE ANNEX "D": (As per System Performance Specification 2.1);

2.1.1 Lampered (L40-SL 40mm Launcher)

2.1.2 Baton

2.1.3 Conductive Energy Weapon

2.1.4 Oleoresin Capsicum Spray (OC Spray)

2.1.5 Flashlight (Pistol Mount)

2.1.6 Flashlight Hand Held

Weapons (Intervention Options) Function and Capabilities:

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
--	--	--

- 3.1 Lethal Intervention options (as per ANNEX "C") must also allow for continued magazine changes (at least 15 per hour);
- 3.2 Recoil (as described in Definitions) on the pistols (as per ANNEX "C") must action the slide;
- 3.3 All intervention options (as described in ANNEX "C" and "D") must be laser-based;
- 3.4 All intervention options (as described in ANNEX "C" and "D") must be rendered safe and incapable of discharging a real round during training;
- 3.5 The CEW must maintain its calibration between at least three cartridge changes during a single training session;
- 3.7 Recoil pistols and rifles must be capable of creating stoppages that can be corrected by the student;
- 3.8 The instructor must be able to program stoppages; through either the software or hardware prior to the beginning of the training session;
- 3.9 Recoil pistols (as identified in ANNEX "C" and "D") must be able to go into a lock-back position when the requisite (e.g., programmable magazine) number of trigger pulls has occurred (number of rounds is dependent on the weapon make and model, as well as the training session being taught; 1-30 rounds);
- 3.10 Magazines for both pistols and carbine rifles must be able to be re-charged using COTS 8g or 12g disposable CO2 cartridges and rechargeable magazine using compressed air;
- 3.11 Magazines for both pistols and carbine rifles (see ANNEX "C") must be capable of being ejected or replaced by the student;
- 3.12 Magazines for both pistols and carbine rifles (see ANNEX "C") must be able to withstand the impact of being dropped to the floor from a height of 1.5 meters onto the following surfaces: (For example, concrete, rubber matting and wood). The magazine must be able to be dropped a minimum of 30 times and still be fully functional;

System Software

- 4.1 All students' data must be able to be exported and stored in comma-separated values (CSV) or Excel formats;
- 4.2 Computer operating system must run off Microsoft Windows;
- 4.4 The system shall support the ability to use agency specific backgrounds and targets based on photographs or images created using 3D modeling software. The technical authority must be able to film and edit custom create interactive video scenarios in 4K. Full authoring capability will allow the instructor to create as many branches as necessary for training;
- 4.5 Editing software must be included so instructors can create a continuous and interactive training video;
- 4.6 Software must allow for the creation of multiple targets to be presented to the student to engage. These targets in marksmanship will be either still or video formats and will be able to move from side to side, forward and backwards, or diagonally within the simulated environment;

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. N° de réf. du client - Client Ref. No. XXXXXX-XXXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS xxxxx.XXXXXX-XXXXXX
---	---	---

4.7 Each marksmanship target must be programmable to “stop” moving based on the number of hits required to stop the “threat” (subject);

4.8 Each system must be able to display at least four (4) lanes of fire at distance of between 2-200 meters;

4.9 Each lane of fire must be able to display four (4) same or different targets at four (4) different distances;

4.10 Generic backgrounds must include indoor, outdoor settings, rural and urban settings, as well as commercial backdrops. The instructor must be able to toggle between backdrops, as needed;

4.11 Reactive targets must be programmable by the instructor and must have the capability of moving anywhere within the simulation;

4.12 The instructor must have the capability to create and edit their own firearms course-of-fire, and be able to manipulate how the course is scored; This includes:

4.12.1 determining the number of targets needed.

4.12.2 the number of rounds to be fired for each target and how each round is scored.

4.12.3 movement of the targets.

4.13 Systems must display visually realistic sized and shaped bullet holes (in the simulated paper target) when the student fires at a target that is placed 2 to 200 m away from the student;

4.13.1 System software must allow for the instructor to make the “bullet holes” be visible or not.

4.13.2 System must allow the instructor to review each shot individually (by student).

4.14 Systems must allow for a student to shoot at a single target as they transition between standing, kneeling and prone positions. Certain courses require approximately 30 rounds to be shot at a single target at 25m; however, the student must be able to shoot from those three positions;

4.15 Database must be capable of recording at least 200,000 laser activations per system without negatively impacting the processing speed;

4.16 Zeroing or calibrating the weapons must take no longer than 20 seconds each. Up to 18 options must be able to be calibrated concurrently (proof of is through a demo in Regina, Saskatchewan Canada).

4.18 Systems cameras (ANNEX “J”) for after action review (AAR) will be capable of low light recording;

4.19 Data to be collected will include x-y coordinates of each shot, points based on target scoring, response times (time each shot was registered) in milliseconds. During judgment scenarios times to be recorded will be from when the threat was visible to the time the first, second and any subsequent shots were fired. Data to be retrieved in CSV or Excel formats;

4.20 The instructor must be able to modify the hit zones of the targets, as well as the to-be-assigned score for each of the scoring rings;

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

4.21 Systems must be able to track, via the computer software, record and report the training outcomes of the student. The following information will require collection;

4.21.1 number of rounds fired;

4.21.2 duration of training;

4.21.3 hit location on the target;

4.21.4 time stamp for each hit;

4.21.5 grouping (min 30rnds);

4.21.6 student identification number/name

4.22 Systems must be capable of recording video and audio of the student's actions in real time while they are engaged in the scenario and then have the capability to replay the scenario back frame by frame for evaluation, debriefing or system of record purposes;

4.23 Systems must allow for all video and audio to be recorded and exported on the following permanent storage media device: CD; DVD; memory card; and/or USB. Must be non proprietary and at no less than 1080 x 720;

4.24 Systems must come pre-loaded with no less than fifty (50) different interactive use-of-force judgment scenarios, each with a minimum of 2 branches (as described in ANNEX "I");

System Dimensions

5.2 The training space dimensions shall depend on each Department's/Agency's requirement(s); however, minimum room size for the permanent system is 4.88 m wide by 2.90 m high for one system;

5.3 The training space dimensions shall depend on each Department's/Agency's requirement(s) and room dimensions will vary based on training space for the portable systems (minimum room size = 2.4384 meters x 6.096 meters or 8' x 20'). However, training at least two students simultaneously is the minimum;

Rated Requirements

3.13 Weapons must not produce shots without pulling the trigger (As per System Performance Specification 3.15);

3.6 The flashlight should have realistic illumination. The light from the flashlight should not illuminate the screen as a uniform circle of light with defined edges. Instead the light should defuse as the distance between the object and light source increases. Most materials reflect light in both diffuse and specular reflection. (For your info: Objects closer to the light source will reflect more light than object placed further away. Additionally the light brightness is greatest in the center and becomes dimmer the further from the center);

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
--	--	--

4.17 System shall be capable of bookmarking within the scenario (video) for use during after action review (AAR);

5.1 Portable system must come in dust/water /shock proof case(s) each weighing no more than 22KG (50lbs) each. Screens must be priced separately;

6.1 Shootback Cannon (projectile), or Electric Shock Haptic Feedback;

6.2 Shootback Cannon (projectile), or Electric Shock Haptic Feedback

Installation Requirements:

The Contractor shall be able to deliver and install systems throughout Canada. The Contractor will provide (as specified in the tasking) a layout drawing specifying the various facility requirements for the installation of the permanent (i.e., room size, power requirements, location of receptacles, heating/cooling requirements, lighting requirements, blackout curtain requirements, etc.). The technical authority will be responsible to outfit the rooms to meet the Contractors specifications for installation. For permanent systems, the Contractor will be responsible for unpacking the systems, installing components, running cabling, and ensuring the systems are safely installed in the facility. The Contractor will be responsible for communicating their requirements for the installation, and each agency will be responsible for communicating all relevant information about the location that the install system will be installed. If there are additional electrical, or physical changes needed to the space, this will be the responsibility of each agency.

Extended warranty (Option)

The Contractor shall include, as an option, the provision of an extended warranty for an extended period after a mandatory one (1) year warranty period.

N° de l'invitation - Solicitation No.
XXXXXX-XXXXXXX/X
N° de réf. du client - Client Ref. No.
XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID
XXXXX
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEX "G" Use-of-Force Training Scenarios

This is a list of types of scenarios that will be required to come pre-loaded on each system. A list of types of scenarios to be loaded on each system will be provided with order.

Law Enforcement:	Border Control:	Correctional Services:
i. active shooter; ii. armed disturbances; iii. burglaries and alarms; iv. public security and safety; v. disorderly and intoxicated; vi. domestic disturbances; vii. emotionally disturbed persons;	i. Vehicle Search ii. Execution of Warrants (Immigration) iii. Baggage Search iv. Client Services (Information Counter)	i. Perimeter Security ii. Escape Attempt iii. Agitated Inmate (open area) iv. Mental Health Inmate v. Emergency Response Team (Hostage) vi. Cell Entry

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

<p>viii. routine patrol;</p> <p>ix. traffic stop;</p> <p>x. special operations</p> <p>i. active shooter;</p> <p>ii. armed disturbances;</p> <p>iii. burglaries and alarms;</p> <p>iv. public security and safety;</p> <p>v. disorderly and intoxicated;</p> <p>vi. domestic disturbances;</p> <p>vii. emotionally disturbed persons;</p> <p>viii. routine patrol;</p> <p>ix. traffic stop;</p> <p>x. special operations</p>		<p>vii. Tower (Carbine)</p> <p>viii. Soft Skills (communication/de-escalation)</p>
---	--	--

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEX "H" Operations and Maintenance Manuals Requirements

The contractor shall provide a hard copy of the manual(s) with each system, as well as an electronic version and instructional videos (DVD) if available.

System Operations Manual (permanent/ portable) to include as a minimum:

- a. installation requirements; for portable systems, complete instructions on the assembly and dis-assembly of equipment;
- a. simulation kit inserts installation;
- b. startup and power-down procedures;
- c. weapons calibration;
- d. trouble-shooting;
- e. laser information; records and storage;
- f. system functionalities targets and videos;
- g. informatics training to minimize downtime;
- h. Environmental specifications; optimal room size, lighting, temperature.
- i. scenario authoring: data saving and transfer;
- j. data and database management; results reporting
- k. technical support (hours of operation (08:00-20:00EST)/phone numbers); and
- l. scenario authoring and editing.

Scenario Authoring Operations Manual to include as a minimum:

- a. details of scenario production
- b. scenario scripting
- c. video editing
- d. branching
- e. defining hit zones
- f. collection of data

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. N° de réf. du client - Client Ref. No. XXXXXX-XXXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS xxxxx.XXXXXX-XXXXXXX
---	---	---

Maintenance Manual to include as a minimum:

- a. maintenance plan to maximize equipment operation and minimize equipment downtime;
- o software upgrades;
- o database clean-up;
- o hit camera;
- o shootback and haptic system care
- b. maintenance frequency checklist, list of what maintenance needs to be completed and recommended schedule intervals including but not limited to;
- o laser care;
- o inventory control;

ANNEX "I" DEFINITIONS

Authoring: the simulation system must have the capability to allow the end-user to develop (from scratch) video-based scenarios, as well as new marksmanship courses-of-fire.

Bookmarking: a feature that allows the instructor to create an event-marker or annotation point at a particular point in the video. This event marker will allow the instructor to be able to view those specific events in the scenario during

Branching: every scenario can have multiple endings. A refers to a single scenario having multiple outcomes dependent on the intervention option used. A branch refers to the alternate ending for the scenario. The scenario should be able to play through to its end without instructor intervention; however, the instructor would have the ability to override the predetermined ending and chose an alternate ending (i.e., branch).

Calibration: refers to the system recognizing each weapon and maintaining the accuracy of the intervention option.

Commercial off the shelf (COTS): is defined as hardware or software that is readily available commercially to the public;

Continued Magazine Changes: for both pistols and carbine rifles the weapon would allow for the magazine to be changed by the end-user

Continued Trigger Pulls: the weapon (e.g., CEW, Pistol, Carbine) would allow for repeated activation of the trigger.

Course-of-Fire (CoF): refers to the agency specific marksmanship training course used to test and evaluate the student marksmanship ability. These courses are agency specific;

Cycle: refers to preparing the gun to for the next shot, (either manually or mechanically);

N° de l'invitation - Solicitation No. XXXXXX-XXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier xxxxx.XXXXXX-XXXXXX	Id de l'acheteur - Buyer ID XXXXX N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
--	--	--

Demonstrate: to give a practical exhibition and explanation of (how a machine, skill, or craft works or is performed; Merriam-Webster, 2019)

Dry-Fire: means the practice of continuously pulling the trigger of a firearm. The weapon will have no recoil and the slide will not move;

Government of Canada: refers to all Federal Government Agencies, including, but not limited to Canadian Forces Military Police, Public Safety Canada, the Royal Canadian Mounted Police, Canada Border Services Agency, Correctional Service Canada, and Parliamentary Protective Service.

Hardened Transportation Cases: Hard plastic cases that are shock and dust proof that are used to transport goods or equipment that needs special protection.

Haptic feedback: often referred to as simply "haptics", is the use of the sense of touch (a vibration or other tactile sensation that is felt by the student in response to their interaction with the "actors" in the scenario);

Induction Training: Is the training of new students, recruits, cadets, etc., who have never work for the agency before;

Informatics personnel: This refers to internal agency specific informatics personnel who provide overall computer and technology support to insure continued operations of the organization;

In-service Training: Refers to the ongoing training of employees after they have completed their induction training and are deployed in the field;

Intervention options (Lethal): refer to tools such as the Pistol, Baton, Carbine Rifle, Shotgun, (Please see ANNEX "C" for a complete list).

Intervention options (Less-than-lethal): refer to tools such as the Conducted Energy Weapon (CEW), Olecerian Capsicum Spray (OC-Spray), Flashlight, Baton, Launcher, Beanbag Gun, etc., (Please see ANNEX "D" for a complete list).

Lane of fire: Is the lane dedicated to a single student shooter,

Lockback: refers to the position of the slide on the pistol. The slide is part of the firing mechanism of the pistol in which the used shell casing is ejected, and is used to deliver a fresh round to the chamber to be fired.

Marksmanship/Judgment Simulation System (MJSS): (hereafter referred to as the "system") refers to a complete commercial off the shelf (COTS) that is capable of both judgmental and marksmanship training functions.

Operator: refers to the person who runs the system while the student is training

Original Equipment Manufacturer (OEM): refers to a company that makes a part or subsystem that is used in another company's end product;

Personal Protective Equipment (PPE): refers to protective clothing, helmets, goggles or other garments or equipment designed to protect the wearer's body from injury or infection;

Realistic Ballistics: Every marksmanship/judgment simulation system utilizes either a third party or an in-house designed ballistics engine. These software engines replicate the accuracy of each deployment

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

(i.e., laser activation; pistol, carbine, rifle, shotgun, lampered, CEW, OC-Spray, flashlight) and use sophisticated algorithms to account for wind, humidity, elevation, curvature of the earth, ammunition, weapon, etc).

Recoil: also known as the involuntary movement of a gun that occurs immediately after the trigger has been pulled;

Response Time: The amount of time elapsed in milliseconds between each laser activation for CoF, and the amount of time elapsed between a threat being visible (Judgment Scenario) and the first and subsequent laser activations;

Seamless: refers to a smooth and continuous or uniform in quality and action completed perfectly consistent and in an inconspicuous way;

Synthetic environment: refers to the environment that is created through computer hardware and software that immerses the Student in an artificially-created video-based or computer generated image environment. Student perceive themselves to be included in and interacting in real-time with the environment and its contents;

Systems: refers to both the permanent and portable simulation systems. This does not include any of the intervention options;

Stoppage: is created when a round is improperly positioned at the point of fire and will require intervention by the Student to remove the round in order to continue shooting;

Tetherless: means that the continued operations of the laser based intervention options are not physically linked to a particular system.

Zeroing/calibration: the ability to make sure that the intervention option is linked to the simulation system, and that confirmation is received that the options are accurate.

N° de l'invitation - Solicitation No.
XXXXXX-XXXXXXX/X
N° de réf. du client - Client Ref. No.
XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID
XXXXXX
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEX "J" BASE DE PAIEMENT

LETHAL WEAPONS

Federal Costing

TABLE INSERT

Provincial and Territorial Costing

TABLE INSERT

LESS THAN LETHAL

Federal Costing

TABLE INSERT

Provincial and Territorial Costing

Table Insert

SYSTEMS AND ANCILLARY ITEMS

Federal Costing

Insert Table

Provincial and Territorial Costing

Insert Table

Warranty and Installation

Federal Provincial and Territorial

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Insert Table

TOTAL SUPPLIER PRICING CALCULATION

Insert table

ANNEX "K" Potential System Locations

Insert table

Simulation systems could be located in any of the following communities in Canada.

ANNEX "L" - Mandatory - Technical Evaluation Plan Proof Of Compliance

SYSTEM PERFORMANCE EVALUATION (SPE) COMPLIANCE AND TECHNICAL EVALUATION MATRIX

Wherever the words "must" appear in this document or any related document forming a part hereof, the item being described is a mandatory requirement.

Failure to comply or demonstrate compliance with a mandatory requirement will render the bid non-responsive and the bid will receive no further consideration.

Compliance Statement/Proof of Compliance/Demonstrate	
Proof of Compliance:	Bidder is requested to provide a reference to the specific section of the bid proposal or document which supports the bidders compliance claim Bidder shall provide supporting documentation, test reports or other supporting documentation when applicable.
Demonstrate:	Demonstrate the capability to the extent practical under the training conditions at the time of the evaluation.
Rated Items	
Potential Score:	The potential score which may be awarded for a non-mandatory performance specification item
Bidder Self Score	Optional. The bidder may choose to include the score it deems appropriate for its bid proposal item
Score:	The Score the GoC and PSPC will assign during bid evaluation. For some items the score is subject to downward revision at the conclusion of any demonstration if the item is not demonstrated to Canada's satisfaction.

Note: Shaded cells in the table do not require input from the Bidder

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Column 1 indicates the following: M = Mandatory, R = Rated, S = Scoring
Information

Capabilities

INSERT TABLE

Weapons

INSERT TABLE

Weapons (Intervention Options) Function and Capabilities

Insert TABLE

System Software/Hardware

Insert table

System Software/Functions

Insert Table

System Dimensions

Insert Table

ANNEX "M" Point Rated - Technical Criteria Evaluation Plan

Insert table

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « X » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Tel qu'indiqué à la clause 3.1.2 de la Partie 3, l'offrant doit compléter l'information ci-dessous afin d'identifier quels instruments de paiement électronique sont acceptés pour le paiement de factures.

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- Carte d'achat VISA ;
- Carte d'achat MasterCard ;
- Dépôt direct (national et international) ;
- Échange de données informatisées (EDI) ;
- Virement télégraphique (international seulement) ;

ANNEXE « X » de la PARTIE 5 de la DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, l'offrant, en présentant les renseignements suivants au responsable de l'offre à commandes, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une offre non recevable, pourra mettre de côté une offre à commandes, ou mettra l'entrepreneur en défaut, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la durée de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un offrant. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la DOC sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- () A1. L'offrant atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- () A2. L'offrant atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- () A3. L'offrant atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, dans le cadre de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- () A4. L'offrant atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. L'offrant a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- () A5.1. L'offrant atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- () A5.2. L'offrant a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'émission d'une offre à commandes, remplissez le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- () B1. L'offrant n'est pas une coentreprise.

OU

- () B2. L'offrant est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez l'article sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

N° de l'invitation - Solicitation No.
XXXXXX-XXXXXXX/X
N° de réf. du client - Client Ref. No.
XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID
XXXXXX
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « O » Part 5

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

FEDERAL CONTRACTORS PROGRAM FOR EMPLOYMENT EQUITY - CERTIFICATION

Insert the following certification for requirements issued on behalf of a Department or Agency subject to the FCP, and where an individual call-up limitation will be set at \$1,000,000 and above, Applicable Taxes included: (consult Annex 5.1 of the Supply Manual). (Refer also to Part 5 – Certifications and Additional Information, Part 7A - Standing Offer, Part 7B - Resulting Contract Clauses)

I, the Offeror, by submitting the present information to the Standing Offer Authority, certify that the information provided is true as of the date indicated below. The certifications provided to Canada are subject to verification at all times. I understand that Canada will declare an offer non-responsive, or may set-aside a Standing Offer, or will declare a contractor in default, if a certification is found to be untrue, whether during the offer evaluation period, during the Standing Offer period, or during the contract period. Canada will have the right to ask for additional information to verify the Offeror's certifications. Failure to comply with any request or requirement imposed by Canada may render the Offer non-responsive, may result in the Standing Offer set-aside or constitute a default under the Contract.

For further information on the Federal Contractors Program for Employment Equity visit Employment and Social Development Canada (ESDC) – Labour's website.

Date: _____ (YYYY/MM/DD) (If left blank, the date will be deemed to be the RFSO closing date.)

Complete both A and B.

A. Check only one of the following:

- A1. The Offeror certifies having no work force in Canada.
- A2. The Offeror certifies being a public sector employer.
- A3. The Offeror certifies being a federally regulated employer being subject to the Employment Equity Act.
- A4. The Offeror certifies having a combined work force in Canada of less than 100 permanent full-time and/or permanent part-time employees.
- A5. The Offeror has a combined workforce in Canada of 100 or more employees; and
- A5.1 The Offeror certifies already having a valid and current Agreement to Implement Employment Equity (AIEE) in place with ESDC-Labour.

OR

- A5.2. The Offeror certifies having submitted the Agreement to Implement Employment Equity (LAB1168) to ESDC-Labour. As this is a condition to issuance of a standing offer, proceed to completing the form Agreement to Implement Employment Equity (LAB1168), duly signing it, and transmit it to ESDC-Labour.

B. Check only one of the following:

- B1. The Offeror is not a Joint Venture.

OR

- B2. The Offeror is a Joint venture and each member of the Joint Venture must provide the Standing Offer Authority with a completed annex Federal Contractors Program for Employment Equity - Certification. (Refer to the Joint Venture section of the Standard Instructions)

N° de l'invitation - Solicitation No.

XXXXXX-XXXXXXX/X

N° de réf. du client - Client Ref. No.

XXXXXX-XXXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

xxxxx.XXXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID

XXXXXX

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Annex P – List Of Authorized Users – RCMP to provide